



PRÉFÈTE D'INDRE- ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

POLE ANIMATION TERRITORIALE
Affaire suivie par Nathalie Bodin
tél 02 47 33 13 3 7
nathalie.bodin@indre-et-loire.gouv.fr

Sous-préfecture de Chinon

Courrier arrivé

le 20 MAI 2021

Mairie de Marcilly-sur-Vienne

Le sous-préfet de Chinon

à

Monsieur le Maire
16 rue Principale
37800 MARCILLY-SUR-VIENNE

Chinon, le 5 mai 2021

Objet : reconstruction d'un bâtiment après sinistre.
Réf : votre message du 6 avril 2021.

Par message du 6 avril 2021, vous avez appelé mon attention sur un projet de reconstruction d'un bâtiment sinistré, suite à un incendie en 2010, dans l'objectif d'édifier une construction à usage d'habitation sur votre commune, 5 le petit Peuil.

Ce projet de construction se trouve confronté au zonage du site, établi lors de la réalisation du PLUi de la communauté de communes Touraine Val de Vienne qui a été approuvé le 27 janvier 2020.

Les services de la direction départementale des territoires que j'ai saisis, m'ont apporté les éléments de réponse suivants.

Le délai de 10 ans, prévu par l'article L 111-15 du code de la construction, permettant la reconstruction du bâtiment détruit, est échu depuis 2020.

La parcelle ZH101, où est situé le projet, est classée en zone A (agricole) du PLUi et se trouve en dehors de l'enveloppe bâtie, constituée par les 4 maisons existantes, dans cet écart, dit du Peuil, de la commune.

Les constructions nouvelles à usage d'habitation sans rapport avec l'activité agricole sont donc interdites. Le projet, tel que décrit, n'est donc pas réalisable à ce jour.

Seule une modification du PLUi pourrait permettre la construction de cette habitation. Cette modification peut intervenir par une procédure dite allégée ou une mise en compatibilité par déclaration de projet, sous réserve d'en démontrer l'intérêt général. Une enquête publique devra être réalisée. La durée d'une telle procédure est estimée entre 6 à 8 mois.

Aussi, je vous laisse le soin d'informer votre assemblée municipale de ces éléments et de décider, en toute connaissance de cause, de l'opportunité d'engager une procédure de révision allégée du PLUi.

Le sous-préfet de Loches,
sous-préfet de Chinon par intérim,


Philippe FANÇOIS,